



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS *SPECIAL DELEGATIONS DE SIGNATURE*

Edition n° 26 du 28 juin 2012

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr

➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 28 juin 2012

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	988
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	988
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	988
Bureau de l'interministérialité.....	988
Arrêté de subdélégation N° 12.BI.20 du 27 juin 2012 donnant habilitation à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville, pour la mise en œuvre des programmes : - objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER ; - développement rural 2007-2013 FEADER.....	988
Arrêté de subdélégation N° 12.BI.21 du 27 juin 2012 donnant habilitation à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de Toul, pour la mise en œuvre des programmes : - objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER ; - développement rural 2007-2013 FEADER.....	988
Arrêté N° 12.BI.23 du 27 juin 2012 accordant délégation de signature à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville.....	989
Arrêté N° 12.BI.24 du 27 juin 2012 accordant délégation de signature à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de Toul.....	992
Arrêté N° 12.BI.27 du 27 juin 2012 accordant délégation de signature à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de Briey.....	994
Arrêté N° 12.BI.31 du 27 juin 2012 accordant délégation de signature à Mme Magali DAVERTON, sous-préfète, directrice de cabinet.....	997
Arrêté N° 12.BI.32 du 27 juin 2012 accordant délégation de signature à M. Luc VILAIN, sous-préfet, chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle.....	999
Arrêté modificatif N° 12.BI.34 du 27 juin 2012 accordant délégation de signature en matière de contrôle de légalité des actes hors action éducatrice des collèges à M. Jean-Jacques POLLET, recteur de l'académie de Nancy-Metz.....	999
Arrêté N° 12.BI.35 du 27 juin 2012 accordant délégation de signature à M. Jean-François RAFFY, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.....	1000

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS***Bureau de l'interministérialité*

Arrêté de subdélégation N° 12.BI.20 du 27 juin 2012 donnant habilitation à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville, pour la mise en œuvre des programmes : - objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER ; - développement rural 2007-2013 FEADER

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de déconcentration ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 1er août 2011 nommant M. Alexis ANDRES sous-préfet de LUNÉVILLE ;

VU les deux décisions du 7 octobre 2011 du préfet de la région Lorraine portant habilitation de M. Raphaël BARTOLT pour la mise en œuvre du programme objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER et du programme de développement rural 2007-2013 FEADER ;

VU la circulaire du premier ministre du 13 avril 2007 relative au dispositif de gestion, de suivi et de contrôle des programmes cofinancés par le Fonds européen de développement régional (FEDER), le Fonds social européen (FSE), le Fonds européen pour la pêche (FEP), le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) pour la période 2007-2013 ;

VU la décision du préfet de Meurthe-et-Moselle du 2 avril 2012 nommant Mme Martine CHENG secrétaire générale de la sous-préfecture de Lunéville ;

VU l'arrêté préfectoral de subdélégation n°12.BI.11 du 10 février 2012 donnant habilitation à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville, pour la mise en œuvre des programmes objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER et développement rural 2007-2013 FEADER ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Dans le cadre des habilitations consenties par le préfet de la région Lorraine à M. Raphaël BARTOLT, préfet de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de Lunéville, dans la limite territoriale de son arrondissement :

1.1 : pour la mise en œuvre du programme objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER, pour la mesure A-5, l'action B-1-3, la mesure B-3, les mesures C-1 et C-2, l'action D-1-1, les mesures E-1, E-2, E-3, E-4 et E-5 du programme opérationnel à l'effet de :

- recevoir les dossiers de demandes de subventions,
- délivrer les récépissés de dépôt et les accusés de réception ;
- instruire les dossiers de demandes.

1.2 : Pour la mise en œuvre du programme de développement rural 2007-2013 FEADER, pour les dispositifs 321-1, 321-2, 321-3, 321-4, 321-5, 323-E, 331, 341-A et 341-B du document régional de développement rural Lorraine 2007-2013 FEADER à l'effet de :

- recevoir les dossiers de demande de subvention ;
- délivrer les récépissés de dépôt et les accusés de réception ;
- Instruire et suivre les dossiers de demande (pour les dossiers LEADER, instruction réglementaire uniquement) .

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alexis ANDRES, l'habilitation qui lui est consentie sera exercée par Mme Martine CHENG, secrétaire générale de la sous-préfecture de Lunéville.

Article 3 : L'arrêté préfectoral de subdélégation n°12.BI.11 du 10 février 2012 susvisé est abrogé.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture et M. Alexis ANDRES, sous-préfet de Lunéville, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant quinze jours dans les locaux de la préfecture et de la sous-préfecture de Lunéville et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Une copie en sera adressée au préfet de la région Lorraine-SGAR, à Mme Martine CHENG, à la direction de l'action locale de la préfecture et à la directrice du service départemental d'archives.

Nancy, le 27 juin 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté de subdélégation N° 12.BI.21 du 27 juin 2012 donnant habilitation à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de Toul, pour la mise en œuvre des programmes : - objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER ; - développement rural 2007-2013 FEADER

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de déconcentration ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 12 janvier 2010 nommant M. Hubert ESPIASSE sous-préfet de l'arrondissement de TOUL ;

VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU les deux décisions du 7 octobre 2011 du préfet de la région Lorraine portant habilitation de M. Raphaël BARTOLT pour la mise en œuvre du programme objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER et du programme de développement rural 2007-2013 FEADER ;

VU la circulaire du premier ministre du 13 avril 2007 relative au dispositif de gestion, de suivi et de contrôle des programmes cofinancés par le Fonds européen de développement régional (FEDER), le Fonds social européen (FSE), le Fonds européen pour la pêche (FEP), le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) pour la période 2007-2013 ;

VU la décision du préfet de Meurthe-et-Moselle du 7 mars 2012 nommant Mme Fabienne BEAULAND secrétaire générale de la sous-préfecture de Toul ;

VU l'arrêté préfectoral de subdélégation n°12.BI.12 du 10 février 2012 donnant habilitation à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de Toul, pour la mise en œuvre des programmes objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER et développement rural 2007-2013 FEADER ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Dans le cadre des habilitations consenties par le préfet de la région Lorraine à M. Raphaël BARTOLT, préfet de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de Toul, dans la limite territoriale de son arrondissement :

1.1 : pour la mise en œuvre du programme objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER, pour la mesure A-5, l'action B-1-3, la mesure B-3, les mesures C-1 et C-2, l'action D-1-1, les mesures E-1, E-2, E-3, E-4 et E-5 du programme opérationnel, à l'effet de :

- recevoir les dossiers de demandes de subventions,
- délivrer les récépissés de dépôt et les accusés de réception ;
- instruire les dossiers de demandes.

1.2 : Pour la mise en œuvre du programme de développement rural 2007-2013 FEADER, pour les dispositifs 321-1, 321-2, 321-3, 321-4, 321-5, 323-E, 331, 341-A, 341-B, 413, 421 et 431 du document régional de développement rural Lorraine 2007-2013 FEADER, à l'effet de :

- recevoir les dossiers de demande de subvention ;
- délivrer les récépissés de dépôt et les accusés de réception ;
- instruire et suivre les dossiers de demande (pour les dossiers LEADER, instruction réglementaire uniquement) .

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Hubert ESPIASSE, l'habilitation qui lui est consentie sera exercée par Mme Fabienne BEAULAND, secrétaire générale de la sous-préfecture de Toul.

En cas d'absence simultanée de M. Hubert ESPIASSE et Mme Fabienne BEAULAND, délégation est donnée à Mme Sylvie ZANDER, secrétaire administrative de classe exceptionnelle.

Article 3 : L'arrêté préfectoral de subdélégation n°12.BI.12 du 10 février 2012 susvisé est abrogé.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture et M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de Toul, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et de la sous-préfecture de TOUL et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Une copie en sera adressée au préfet de la région Lorraine-SGAR, à Mme Fabienne BEAULAND, à Mme Sylvie ZANDER, à la direction de l'action locale de la préfecture et à la directrice du service départemental d'archives.

Nancy, le 27 juin 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté N° 12.BI.23 du 27 juin 2012 accordant délégation de signature à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2010-783 du 8 juillet 2010 portant modifications diverses du code général des collectivités territoriales, notamment son article 5 ;

VU le décret du président de la République en date du 12 janvier 2010 nommant M. Hubert ESPIASSE sous-préfet de l'arrondissement de TOUL ;

VU le décret du président de la République en date du 4 février 2011 nommant Mme Christine BOEHLER sous-préfète de l'arrondissement de BRIEY ;

VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 1er août 2011 nommant M. Alexis ANDRES sous-préfet de Lunéville ;

VU le décret du président de la République en date du 4 janvier 2012 nommant M. Jean-François RAFFY secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU la décision du préfet de Meurthe-et-Moselle du 2 avril 2012 nommant Mme Martine CHENG secrétaire générale adjointe de la sous-préfecture de Lunéville ;

VU l'arrêté préfectoral n°12.BI.04 du 16 janvier 2012 accordant délégation de signature à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Indépendamment des attributions qui lui sont conférées par les lois et règlements, délégation de signature est donnée à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville, dans les limites de sa circonscription territoriale et pour les matières énumérées ci-après :

I - ORDRE PUBLIC ET POLICE ADMINISTRATIVE GENERALE

1) Octroi du concours de la force publique :

- pour l'exécution des jugements d'expulsions locatives et des jugements de saisie mobilière et immobilière ;
- autorisation ou émission d'un avis sur le concours de la gendarmerie ou d'un corps militaire, lorsque cet avis est prévu par une disposition légale.

2) Réquisition de logements

3) Police des débits de boissons :

- Décisions de sanctions administratives concernant :

- * les débits de boissons

- * les établissements fixes ou mobiles de vente de boissons alcoolisées à emporter, ou d'aliments assemblés et préparés sur place, destinés à une remise immédiate au consommateur

- * toutes correspondances relatives à ces procédures

- Autorisations d'ouverture tardive

4) Manifestations sportives sur la voie publique hors aériennes, aquatiques, équestres, à moteur, homologations de circuits et combats de boxe :

- refus et délivrance des arrêtés portant autorisation des épreuves sportives se déroulant sur la voie publique ouverte à la circulation publique dans la limite de l'arrondissement,
- refus et délivrance des récépissés pour les manifestations sportives ne comportant pas de caractère compétitif, se déroulant sur la voie publique ouverte à la circulation publique dans la limite de l'arrondissement.

5) Police funéraire :

- création, extension, translation des cimetières, désignation du géologue. Prescription de l'enquête de commodo et incommodo, nomination du commissaire-enquêteur ;
- autorisation de transport de corps en territoire étranger.

6) Professions et activités réglementées :

- agréments et retraits d'agréments des gardes particuliers ;
- autorisation des ventes en liquidation (code de commerce, articles L.310-1 à L.310-7) ;
- délivrance des récépissés des déclarations de revendeurs d'objets mobiliers (article R.321-1 et suivants du Code pénal) ;
- carnets forains et nomades et récépissés d'autorisations accordées aux marchands ambulants dans le cadre de la loi du 3 janvier 1969 relative aux activités ambulantes et au régime des personnes circulant sans domicile ni résidence fixe.

7) Police des armes :

- attestation de délivrance initiale des permis de chasser en vue de l'obtention d'un duplicata délivré par l'office national de la chasse et de la faune sauvage ;
- récépissés de déclaration d'installations temporaires de ball trap.

II - ETAT CIVIL ET ASSOCIATIONS

1) Cartes nationales d'identité,

2) Autorisations collectives de sortie du territoire pour les mineurs,

3) Laissez-passer pour les enfants français de moins de quinze ans ;

4) Associations (récépissés de création, modifications et dissolution des associations loi 1901).

III - POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE

1) Délivrance des titres de permis de conduire aux candidats admis aux examens ;

2) Délivrance des titres de permis de conduire étrangers dont la conversion est possible ;

3) Délivrance des récépissés de remise des permis de conduire invalidés pour solde de points nul ;

4) Arrêtés concernant la commission médicale pour l'arrondissement de LUNEVILLE et mesures administratives consécutives à un examen médical ;

5) Suspension du permis de conduire dans le cadre des procédures de rétention prévues aux articles L.224-1 à L.224-8 du code de la route ;

6) Signature des arrêtés d'immobilisation et/ou de mise en fourrière des véhicules au titre de l'article L.325-1-2 du code de la route.

IV - ELECTIONS ET AFFAIRES COMMUNALES

1) Affaires électorales

- créations ou suppressions de bureaux de vote ;

- constitution des commissions de propagande prévues à l'occasion des élections municipales partielles ou complémentaires dans les communes de 2 500 à 30 000 habitants (articles R.31 et R.32 du code électoral) ;

- fixation des dates limites :

* du dépôt des déclarations de candidature et des demandes de concours de la commission de propagande ;

* de dépôt au siège de la commission et d'envoi par cette dernière, des documents de propagande électorale ;

* de remise des bulletins de vote à la mairie, lorsque les candidats désirent s'acquitter eux-mêmes de cette tâche.

2) Délivrance des cartes d'identité des maires et des adjoints ;

3) Acceptation des démissions d'adjoints aux maires pour les communes situées dans le ressort territorial de l'arrondissement de Lunéville.

4) Limites territoriales :

- prescrire l'enquête préalable aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs lieux prévue à l'article L.2112-2 du code général des collectivités territoriales ;

- prendre un arrêté instituant la commission syndicale prévue à l'article L.2112-3 du code général des collectivités territoriales qui doit donner un avis sur tout projet de détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune.

5) Intercommunalité :

- autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées appartiennent toutes à l'arrondissement, et lorsque les communes intéressées appartiennent à plusieurs arrondissements et que le siège social est situé dans une commune de l'arrondissement ;

- autres modifications statutaires des dits E.P.C.I ;

- décision de création de la commission syndicale prévue à l'article L.5222-1 du code des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie du même arrondissement ;

- création, modification et dissolution des associations syndicales, excepté pour les associations portant sur plusieurs arrondissements ;

- acceptation des démissions de vices-présidents d'EPCI dont le ressort n'excède pas les limites de l'arrondissement.

6) Arrêtés de composition du conseil d'administration de l'Office Public de l'Habitat de Lunéville.

V - CONTRÔLE ADMINISTRATIF

1) Substitution aux maires dans les cas prévus par l'article L.2122-34 du code général des collectivités territoriales.

2) En matière de contrôle a posteriori de la légalité des délibérations, arrêtés et actes des communes et de leurs établissements publics :

- signature des recours gracieux et lettres d'observation,

- information de l'auteur de la délibération, de l'arrêté ou de l'acte, de l'intention de ne pas déférer au tribunal administratif.

3) En matière de contrôle a posteriori des actes budgétaires des communes et de leurs établissements publics :

- signature des recours gracieux et lettres d'observation

- mandatement d'office des dépenses obligatoires conformément à l'article L.1612-16 du code général des collectivités territoriales

4) Contrôle des actes administratifs des sociétés d'économie mixte ayant leur siège social dans l'arrondissement, sauf en ce qui concerne la saisine de la chambre régionale des comptes.

5) Contrôle des actes concernant la constitution, les modifications, les dissolutions, les approbations des associations syndicales ou foncières tels qu'ils sont définis par l'ordonnance 2004-632 du 1er juillet 2004.

VI - AFFAIRES FONCIERES ET URBANISME

Création, modification, dissolution des associations foncières et de remembrement.

VII – ENVIRONNEMENT

1) Police des forêts :

- distraction du régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes lorsque l'autorisation est de la compétence du préfet (articles L.111-1 et 141-1 et R.141-3 à 141-8 du code forestier) ;

- soumission au régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes ;

- avis sur les aménagements des bois et forêts des collectivités et établissements publics départementaux ou communaux (article R.134-1 du code forestier) ;

- approbation des états estimatifs des coupes délivrées en nature (décret N° 84-96 du 9 février 1984 - article 12) ;

- décisions concernant les demandes d'autorisation de boisement (présentées en application du code rural).

2) Enquêtes publiques (arrêté prescrivant l'enquête et nomination des commissaires-enquêteurs) à l'exception de celles ressortissant de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement et de la loi sur l'eau.

VIII - SUBVENTIONS D'ETAT ET FONDS EUROPEENS

1) Accusés réception aux maîtres d'ouvrages des dossiers de demande de subventions au titre :

- des fonds structurels européens
- des subventions d'Etat.

2) Arrêtés attributifs de subventions pour la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR).

IX - ADMINISTRATION GENERALE

1) Procéder à l'installation des fonctionnaires publics de l'arrondissement et éventuellement recevoir la prestation de serment lorsqu'elle est requise ;

2) Nominations des représentants de l'administration au sein des commissions ayant leur siège dans l'arrondissement ;

3) Attribution de logements aux fonctionnaires dans les H.L.M. (article R.431-3, L.442-7, R.314-4 et R.314-5 du code de la construction et de l'habitation) ;

4) Signature au nom de l'Etat des contrats éducatifs locaux ;

5) Signature des arrêtés portant annulation des formules sans valeur faciale, hors d'usage ou supprimées.

Article 2 : Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral, à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville, sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés d'hospitalisation complète sans consentement pour soins psychiatriques (articles L. 3213-1 à L.3213-10 du Code de la Santé Publique) ;

- les réquisitions adressées au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle pour assurer ou prêter main forte aux transfèrements des détenus entre les établissements pénitentiaires et les établissements hospitaliers ;

- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire ;

- la signature des arrêtés d'immobilisation et/ou de mise en fourrière des véhicules au titre de l'article L.325-1-2 du code de la route ;

- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence ;

- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001) ;

- toutes décisions en matière de mesures d'éloignement en application du livre V du CESEDA (code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile) ;

- les décisions portant ;

* refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour ;

* retrait de récépissé de carte de séjour, d'autorisation provisoire de séjour et de carte de séjour.

Article 3 : Délégation est donnée à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville, pour assurer la présidence de la commission d'arrondissement de Lunéville pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, et de la commission d'arrondissement de Lunéville pour l'accessibilité aux personnes handicapées.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville, cette présidence est assurée par Mme Martine CHENG, secrétaire générale de la sous-préfecture de l'arrondissement de Lunéville.

En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Alexis ANDRES et Mme Martine CHENG, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à Mme Anne-Lise LURON, M. Patrice GILLES, Mme Neriman DURMUS et Mme Claudine SURMIN, secrétaires administratifs de classe normale.

Article 4 : Pour tout ce qui concerne les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de la sous-préfecture de LUNEVILLE, délégation de signature est donnée à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville, en sa qualité de prescripteur aux fins de signer :

- la décision de dépenses et recettes, soit en validant des expressions de besoins, soit en signant les subventions, décisions individuelles et marchés ;

- la constatation du service fait ;

- le pilotage des crédits de paiement incluant la priorisation des paiements.

Article 5 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,

- aux ministres,

- aux parlementaires,

- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,

- au président du Conseil Général.

Article 6 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville, délégation de signature est accordée à Mme Martine CHENG, secrétaire générale de la sous-préfecture de l'arrondissement de Lunéville, pour toutes les matières énumérées à l'article 1er :

- paragraphe I sauf alinéas 1 et 2 ;

- paragraphe II,

- paragraphe III sauf alinéas 5 et 6,

- paragraphe V sauf alinéas 1, 4 et 5,

- paragraphes VI, VII, VIII et IX.

Délégation de signature est également accordée à Mme Martine CHENG pour signer tous documents relatifs aux matières énumérées à l'article 4.

En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Alexis ANDRES et Mme Martine CHENG, délégation est donnée à Mme Anne-Lise LURON, M. Patrice GILLES, Mme Neriman DURMUS et Mme Claudine SURMIN, secrétaires administratifs de classe normale.

Article 7 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville, les fonctions de sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville sont exercées par M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Alexis ANDRES et de M. Hubert ESPIASSE, la suppléance de M. Alexis ANDRES est assurée par M. Jean-François RAFFY, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, par Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de BRIEY.

Article 8 : L'arrêté préfectoral n°12.BI.04 du 16 janvier 2012 accordant délégation de signature à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville, est abrogé.

Article 9 : Le secrétaire général de la préfecture et M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et de la sous-préfecture de Lunéville et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 27 juin 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté N° 12.BI.24 du 27 juin 2012 accordant délégation de signature à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de Toul

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;
VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret n° 2010-783 du 8 juillet 2010 portant modifications diverses du code général des collectivités territoriales, notamment son article 5 ;
VU le décret du président de la République en date du 12 janvier 2010 nommant M. Hubert ESPIASSE sous-préfet de l'arrondissement de TOUL ;
VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du président de la République en date du 1er août 2011 nommant M. Alexis ANDRES sous-préfet de LUNEVILLE ;
VU le décret du président de la République en date du 4 janvier 2012 nommant M. Jean-François RAFFY secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
VU la décision du préfet de Meurthe-et-Moselle du 7 mars 2012 nommant Mme Fabienne BEAULAND secrétaire générale de la sous-préfecture de TOUL ;
VU l'arrêté préfectoral n°12.BI.05 du 16 janvier 2012 accordant délégation de signature à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Indépendamment des attributions qui lui sont conférées par les lois et règlements, délégation de signature est donnée à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, dans les limites de sa circonscription territoriale et pour les matières énumérées ci-après :

I - ORDRE PUBLIC ET POLICE ADMINISTRATIVE GENERALE :

1) Octroi du concours de la force publique :

- pour l'exécution des jugements d'expulsions locatives et des jugements de saisie mobilière et immobilière ;
- autorisation ou émission d'un avis sur le concours de la gendarmerie ou d'un corps militaire, lorsque cet avis est prévu par une disposition légale

2) Réquisition de logements

3) Police des débits de boissons :

- Décisions de sanctions administratives concernant :

- * les débits de boissons

- * les établissements fixes ou mobiles de vente de boissons alcoolisées à emporter, ou d'aliments assemblés et préparés sur place, destinés à une remise immédiate au consommateur

- * toutes correspondances relatives à ces procédures

- Autorisations d'ouverture tardive

4) Manifestations sportives sur la voie publique hors aériennes, aquatiques, équestres, à moteur, homologations de circuits et combats de boxe :

- refus et délivrance des arrêtés portant autorisation des épreuves sportives se déroulant sur la voie publique ouverte à la circulation publique dans la limite de l'arrondissement,
- refus et délivrance des récépissés pour les manifestations sportives ne comportant pas de caractère compétitif, se déroulant sur la voie publique ouverte à la circulation publique dans la limite de l'arrondissement.

5) Police funéraire :

- création, extension, translation des cimetières, désignation du géologue. Prescription de l'enquête de commodo et incommodo, nomination du commissaire-enquêteur ;
- autorisation de transport de corps en territoire étranger

6) Professions et activités réglementées :

- agréments et retraits d'agréments des gardes particuliers ;
- autorisation des ventes en liquidation (code du Commerce, articles L.310-1 à L.310-7) ;
- délivrance des récépissés des déclarations de revendeurs d'objets mobiliers (article R.321-1 et suivants du Code pénal) ;
- carnets forains et nomades et récépissés d'autorisations accordées aux marchands ambulants dans le cadre de la loi du 3 janvier 1969 relative aux activités ambulantes et au régime des personnes circulant sans domicile ni résidence fixe.

7) Police des armes :

- attestation de délivrance initiale des permis de chasser en vue de l'obtention d'un duplicata délivré par l'office national de la chasse et de la faune sauvage ;
- récépissés de déclaration d'installations temporaires de ball trap.

II - ETAT CIVIL ET ASSOCIATIONS

1) Cartes nationales d'identité,

2) Autorisations collectives de sortie du territoire pour les mineurs,

3) Laissez-passer pour les enfants français de moins de quinze ans ;

4) Associations (récépissés de création, modifications et dissolution des associations loi 1901).

III - POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE

1) Délivrance des titres de permis de conduire aux candidats admis aux examens ;

2) Délivrance des titres de permis de conduire étrangers dont la conversion est possible ;

3) Délivrance des récépissés de remise des permis de conduire invalidés pour solde de points nul ;

4) Arrêtés concernant la commission médicale pour l'arrondissement de LUNEVILLE et mesures administratives consécutives à un examen médical ;

5) Suspension du permis de conduire dans le cadre des procédures de rétention prévues aux articles L.224-1 à L.224-8 du code de la route ;

6) Signature des arrêtés d'immobilisation et/ou de mise en fourrière des véhicules au titre de l'article L.325-1-2 du code de la route.

IV - ELECTIONS ET AFFAIRES COMMUNALES :

1) Affaires électorales :

- créations ou suppressions de bureaux de vote,
- constitution des commissions de propagande prévues à l'occasion des élections municipales partielles ou complémentaires dans les communes de 2 500 à 30 000 habitants (articles R.31 et R.32 du code électoral),

- fixation des dates limites :

- * du dépôt des déclarations de candidature et des demandes de concours de la commission de propagande,
- * de dépôt au siège de la commission et d'envoi par cette dernière, des documents de propagande électorale,
- * de remise des bulletins de vote à la mairie, lorsque les candidats désirent s'acquitter eux-mêmes de cette tâche.

2) Délivrance des cartes d'identité des maires et des adjoints

3) Acceptation des démissions d'adjoints aux maires pour les communes situées dans le ressort territorial de l'arrondissement de Toul

4) Limites territoriales :

- prescrire l'enquête préalable aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs lieux prévue à l'article L.2112-2 du code général des collectivités territoriales ;
- prendre un arrêté instituant la commission syndicale prévue à l'article L.2112-3 du code général des collectivités territoriales qui doit donner un avis sur tout projet de détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune.

5) Intercommunalité :

- autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées appartiennent toutes à l'arrondissement, et lorsque les communes intéressées appartiennent à plusieurs arrondissements et que le siège social est situé dans une commune de l'arrondissement ;
- autres modifications statutaires desdits E.P.C.I. ;
- décision de création de la commission syndicale prévue à l'article L.5222-1 du code des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie du même arrondissement ;
- création, modification et dissolution des associations syndicales, excepté pour les associations portant sur plusieurs arrondissements ;
- acceptation des démissions de vices-présidents d'EPCI dont le ressort n'excède pas les limites de l'arrondissement.

6) Arrêtés de composition du conseil d'administration de Toul Habitat.

V - CONTRÔLE ADMINISTRATIF

1) Substitution aux maires dans les cas prévus par l'article L.2122-34 du code général des collectivités territoriales ;

2) En matière de contrôle a posteriori de la légalité des délibérations, arrêtés et actes des communes et de leurs établissements publics :

- signature des recours gracieux et lettres d'observation
- information de l'auteur de la délibération, de l'arrêté ou de l'acte, de l'intention de ne pas déférer au tribunal administratif

3) En matière de contrôle a posteriori des actes budgétaires des communes et de leurs établissements publics :

- signature des recours gracieux et lettres d'observation
- mandatement d'office des dépenses obligatoires conformément à l'article L.1612-16 du code général des collectivités territoriales

4) Contrôle des actes administratifs des sociétés d'économie mixte ayant leur siège social dans l'arrondissement, sauf en ce qui concerne la saisine de la chambre régionale des comptes.

5) Contrôle des actes concernant la constitution, les modifications, les dissolutions, les approbations des associations syndicales ou foncières tels qu'ils sont définis par l'ordonnance 2004-632 du 1er juillet 2004.

VI - AFFAIRES FONCIERES ET URBANISME

Création, modification, dissolution des associations foncières et de remembrement.

VII – ENVIRONNEMENT

1) Police des forêts :

- distraction du régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes lorsque l'autorisation est de la compétence du préfet (articles L.111-1 et 141-1 et R.141-3 à 141-8 du code forestier) ;
- soumission au régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes ;
- avis sur les aménagements des bois et forêts des collectivités et établissements publics départementaux ou communaux (article R.134-1 du code forestier) ;
- approbation des états estimatifs des coupes délivrées en nature (décret N° 84-96 du 9 février 1984 - article 12) ;
- décisions concernant les demandes d'autorisation de boisement (présentées en application du code rural).

2) Enquêtes publiques (arrêté prescrivant l'enquête et nomination des commissaires-enquêteurs) à l'exception de celles ressortissant de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement et de la loi sur l'eau.

VIII - SUBVENTIONS D'ÉTAT ET FONDS EUROPÉENS :

1) "Accusé réception" aux maîtres d'ouvrages des dossiers de demande de subvention au titre :

- des fonds structurels européens ;
- des subventions d'État.

2) Arrêtés attributifs de subventions pour la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR).

IX - ADMINISTRATION GÉNÉRALE

1) Procéder à l'installation des fonctionnaires publics de l'arrondissement et éventuellement recevoir la prestation de serment lorsqu'elle est requise ;

2) Nominations des représentants de l'administration au sein des commissions ayant leur siège dans l'arrondissement ;

3) Attribution de logements aux fonctionnaires dans les H.L.M. (articles R.431-3, L.442-7, R.314-4 et R.314-5 du code de la construction et de l'habitation) ;

4) Signature au nom de l'Etat des contrats éducatifs locaux ;

5) Signature des arrêtés portant annulation des formules sans valeur faciale, hors d'usage ou supprimées.

Article 2 : Délégation de signature est accordée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral, à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés d'hospitalisation complète sans consentement pour soins psychiatriques (articles L. 3213-1 à L.3213-10 du Code de la Santé Publique) ;
- les réquisitions adressées au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle pour assurer ou prêter main forte aux transfèrments des détenus entre les établissements pénitentiaires et les établissements hospitaliers ;
- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire,
- la signature des arrêtés d'immobilisation et/ou de mise en fourrière des véhicules au titre de l'article L.325-1-2 du code de la route ;
- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence,
- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001),
- toutes décisions en matière de mesures d'éloignement en application du livre V du CESEDA (code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile) ;
- les décisions portant :
 - * refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour ;
 - * retrait de récépissé de carte de séjour, d'autorisation provisoire de séjour et de carte de séjour.

Article 3 : Délégation est accordée à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, pour assurer la présidence de la commission d'arrondissement de TOUL pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur et de la commission d'arrondissement de TOUL pour l'accessibilité aux personnes handicapées.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, cette présidence est assurée par Mme Fabienne BEAULAND, secrétaire générale de la sous-préfecture de TOUL et, en cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci,

délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à Mme Monique ATTENOT, secrétaire administrative de classe normale.

Article 4 : Pour tout ce qui concerne les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de la sous-préfecture de TOUL, délégation de signature est donnée à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de Toul, en sa qualité de prescripteur aux fins de signer :

- la décision de dépenses et recettes, soit en validant des expressions de besoins, soit en signant les subventions, décisions individuelles et marchés ;
- la constatation du service fait ;
- le pilotage des crédits de paiement incluant la priorisation des paiements.

Article 5 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires,
- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
- au président du Conseil Général.

Article 6 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, délégation de signature est accordée à Mme Fabienne BEAULAND, secrétaire générale de la sous-préfecture de TOUL, pour toutes les matières énumérées à l'article 1er :

- paragraphe I sauf alinéas 1 et 2,
- paragraphe II,
- paragraphe III sauf alinéas 4 et 5,
- paragraphe V sauf alinéas 1, 4 et 5,
- paragraphes VI, VII, VIII et IX.

Délégation de signature est également accordée à Mme Fabienne BEAULAND pour signer tous documents relatifs aux matières énumérées à l'article 4.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Hubert ESPIASSE et Mme Fabienne BEAULAND, délégation est donnée à Mme Sylvie Zander, secrétaire administrative de classe exceptionnelle.

En cas d'absence simultanée des personnes ci-dessus désignées, délégation est donnée à Mme Monique ATTENOT, secrétaire administrative de classe normale.

Article 7 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, les fonctions de sous-préfet de l'arrondissement de TOUL sont exercées par M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE. En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. ESPIASSE et de M. ANDRES, la suppléance de M. Hubert ESPIASSE est assurée par M. Jean-François RAFFY, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle .

Article 8 : L'arrêté préfectoral n°12.BI.05 du 16 janvier 2012 accordant délégation de signature à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, est abrogé.

Article 9 : Le secrétaire général de la préfecture et M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de l'arrondissement de TOUL et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice du service départemental d'archives.

Nancy, le 27 juin 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté N° 12.BI.27 du 27 juin 2012 accordant délégation de signature à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de Briey

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 12 janvier 2010 nommant M. Hubert ESPIASSE sous-préfet de l'arrondissement de TOUL ;

VU le décret n°2010-783 du 8 juillet 2010 portant modifications diverses du code général des collectivités territoriales, notamment son article 5 ;

VU le décret du président de la République en date du 4 février 2011 nommant Mme Christine BOEHLER sous-préfète de l'arrondissement de BRIEY ;

VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 4 janvier 2012 nommant M. Jean-François RAFFY secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n°12 .BI.03 du 16 janvier 2012 accordant délégation de signature à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de BRIEY ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Indépendamment des attributions qui lui sont conférées par les lois et règlements, délégation de signature est accordée à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de BRIEY, dans les limites de sa circonscription territoriale et pour les matières énumérées ci-après :

I - ORDRE PUBLIC ET POLICE ADMINISTRATIVE GÉNÉRALE

1) Octroi du concours de la force publique :

- pour l'exécution des jugements d'expulsions locatives et des jugements de saisie mobilière et immobilière ;
- autorisation ou émission d'un avis sur le concours de la gendarmerie ou d'un corps militaire, lorsque cet avis est prévu par une disposition légale.

2) Réquisition de logements

3) Police des débits de boissons :

- Décisions de sanctions administratives concernant :

- * les débits de boissons
- * les établissements fixes ou mobiles de vente de boissons alcoolisées à emporter, ou d'aliments assemblés et préparés sur place, destinés à une remise immédiate au consommateur
- * toutes correspondances relatives à ces procédures

- Autorisations d'ouverture tardive

4) Manifestations sportives sur la voie publique hors aériennes, aquatiques, équestres, à moteur, homologations de circuits et combats de boxe :

- refus et délivrance des arrêtés portant autorisation des épreuves sportives se déroulant sur la voie publique ouverte à la circulation publique dans la limite de l'arrondissement,
- refus et délivrance des récépissés pour les manifestations sportives ne comportant pas de caractère compétitif, se déroulant sur la voie publique ouverte à la circulation publique dans la limite de l'arrondissement.

5) Police funéraire :

- création, extension, translation des cimetières, désignation du géologue. Prescription de l'enquête de commodo et incommodo, nomination du commissaire-enquêteur ;
- autorisation de transport de corps en territoire étranger.

6) Professions et activités réglementées :

- agréments et retraits d'agréments des gardes particuliers ;
- autorisation des ventes en liquidation (code de commerce, articles L310-1 à L. 310-7) ;
- délivrance des récépissés des déclarations de revendeurs d'objets mobiliers (article R.321-1 et suivants du Code pénal) ;
- carnets forains et nomades et récépissés d'autorisations accordées aux marchands ambulants dans le cadre de la loi du 3 janvier 1969 relative aux activités ambulantes et au régime des personnes circulant sans domicile ni résidence fixe.

7) Police des armes :

- attestation de délivrance initiale des permis de chasser en vue de l'obtention d'un duplicata délivré par l'office national de la chasse et de la faune sauvage.
- récépissés de déclaration d'installations temporaires de ball trap

II - ÉTAT CIVIL ET ASSOCIATIONS

- 1) autorisations collectives de sortie de territoire pour les mineurs ;
- 2) laissez-passer pour les enfants français de moins de quinze ans ;
- 3) Associations (récépissés de création, modifications et dissolution des associations loi 1901).

III - POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE

- 1) Délivrance des titres de permis de conduire aux candidats admis aux examens
- 2) Délivrance des récépissés de remise des permis de conduire invalidés pour solde de points nul
- 3) Arrêtés concernant la commission médicale pour l'arrondissement de BRIEY et mesures administratives consécutives à un examen médical
- 4) Suspension du permis de conduire dans le cadre des procédures de rétention prévues aux articles L.224-1 à L.224-8 du code de la route.
- 5) Signature des arrêtés d'immobilisation et/ou de mise en fourrière des véhicules au titre de l'article L.325-1-2 du code de la route.

IV - ÉLECTIONS ET AFFAIRES COMMUNALES

1) Affaires électorales :

- créations ou suppressions de bureaux de vote ;
- constitution des commissions de propagande prévues à l'occasion des élections municipales partielles ou complémentaires dans les communes de 2 500 à 30 000 habitants (articles R.31 et R.32 du code électoral) ;
- fixation des dates limites :
 - * du dépôt des déclarations de candidature et des demandes de concours de la commission de propagande ;
 - * de dépôt au siège de la commission et d'envoi par cette dernière, des documents de propagande électorale ;
 - * de remise des bulletins de vote à la mairie, lorsque les candidats désirent s'acquitter eux-mêmes de cette tâche.

2) Délivrance des cartes d'identité des maires et des adjoints.

3) Acceptation des démissions d'adjoints aux maires pour les communes situées dans le ressort territorial de l'arrondissement de BRIEY.

4) Limites territoriales :

- prescrire l'enquête préalable aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs lieux prévue à l'article L.2112-2 du code général des collectivités territoriales ;
- prendre un arrêté instituant la commission syndicale prévue à l'article L.2112-3 du code général des collectivités territoriales qui doit donner un avis sur tout projet de détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune.

5) Intercommunalité :

- autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées appartiennent toutes à l'arrondissement et lorsque les communes intéressées appartiennent à plusieurs arrondissements et que le siège social est situé dans une commune de l'arrondissement ;
- autres modifications statutaires desdits EPCI ;
- décision de création de la commission syndicale prévue à l'article L.5222-1 du code des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie du même arrondissement ;
- création, modification et dissolution des associations syndicales, excepté pour les associations portant sur plusieurs arrondissements ;
- acceptation des démissions de vice-présidents d'EPCI dont le ressort n'excède pas les limites de l'arrondissement.

V - CONTRÔLE ADMINISTRATIF

1) Substitution aux maires dans les cas prévus par l'article L.2122-34 du code général des collectivités territoriales ;

2) En matière de contrôle a posteriori de la légalité des délibérations, arrêtés et actes des communes et de leurs établissements publics :

- signature des recours gracieux et lettres d'observation
- information de l'auteur de la délibération, de l'arrêté ou de l'acte, de l'intention de ne pas déférer au tribunal administratif

3) En matière de contrôle a posteriori des actes budgétaires des communes et de leurs établissements publics :

- signature des recours gracieux et lettres d'observation
- mandatement d'office des dépenses obligatoires conformément à l'article L.1612-16 du code général des collectivités territoriales

4) Contrôle des actes administratifs des sociétés d'économie mixte ayant leur siège social dans l'arrondissement, sauf en ce qui concerne la saisine de la chambre régionale des comptes.

5) Contrôle des actes concernant la constitution, les modifications, les dissolutions, les approbations des associations syndicales ou foncières tels qu'ils sont définis par l'ordonnance 2004-632 du 1er juillet 2004.

VI - AFFAIRES FONCIÈRES ET URBANISME

Création, modification, dissolution des associations foncières et de remembrement.

VII - ENVIRONNEMENT

1) Police des forêts :

- distraction du régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes lorsque l'autorisation est de la compétence du préfet (articles L.111-1 et 141-1 et R.141-3 à 141-8 du code forestier) ;
- soumission au régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes ;

- avis sur les aménagements des bois et forêts des collectivités et établissements publics départementaux ou communaux (article R.134-1 du code forestier) ;
 - approbation des états estimatifs des coupes délivrées en nature (décret N° 84-96 du 9 février 1984 - article 12) ;
 - décisions concernant les demandes d'autorisation de boisement (présentées en application du code rural).
- 2) Enquêtes publiques (arrêté prescrivant l'enquête et nomination des commissaires-enquêteurs) à l'exception de celles ressortissant de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement et de la loi sur l'eau.

VIII - SUBVENTIONS D'ETAT ET FONDS EUROPÉENS

- 1) Accusés réception aux maîtres d'ouvrages des dossiers de demande de subvention au titre :
- des fonds structurels européens ;
 - des subventions d'Etat ;
 - de subventions de la convention après-mines du contrat de plan État – Région.

2) Arrêtés attributifs de subventions pour la Dotation d'Equipeement des Territoires Ruraux (DETR).

IX - ADMINISTRATION GÉNÉRALE

- 1) Procéder à l'installation des fonctionnaires publics de l'arrondissement et éventuellement recevoir la prestation de serment lorsqu'il est requis.
- 2) Nominations des représentants de l'administration au sein des commissions ayant leur siège dans l'arrondissement.
- 3) Attribution de logements aux fonctionnaires dans les H.L.M. (article R.431-3, L.442-7, R.314-4 et R.314-5 du code de la construction et de l'habitation).
- 4) Signature au nom de l'Etat des contrats éducatifs locaux.
- 5) Signature des arrêtés portant annulation des formules sans valeur faciale, hors d'usage ou supprimées.

Article 2 : Délégation de signature est accordée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de BRIEY, sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés d'hospitalisation complète sans consentement pour soins psychiatriques (articles L. 3213-1 à L.3213-10 du Code de la Santé Publique) ;
- les réquisitions adressées au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle pour assurer ou prêter main forte aux transfèrements des détenus entre les établissements pénitentiaires et les établissements hospitaliers,
- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire ;
- la signature des arrêtés d'immobilisation et/ou de mise en fourrière des véhicules au titre de l'article L.325-1-2 du code de la route ;
- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence ;
- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001) ;
- toutes décisions en matière de mesures d'éloignement en application du livre V du CESEDA (code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile) ;
- les décisions portant :
 - * refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour ;
 - * retrait de récépissé de carte de séjour, d'autorisation provisoire de séjour et de carte de séjour.

Article 3 : Délégation est accordée à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de BRIEY, pour assurer la présidence de la commission d'arrondissement de BRIEY pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur et de la commission d'arrondissement de BRIEY pour l'accessibilité aux personnes handicapées.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de BRIEY, cette présidence est assurée par M. Olivier BECKER, secrétaire général de la sous-préfecture de l'arrondissement de BRIEY et en cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à Mme Annie Lavaux, attachée, chef du bureau des libertés publiques et des affaires locales.

Article 4 : Pour tout ce qui concerne les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de la sous-préfecture de BRIEY, délégation de signature est donnée à Mme Christine BOEHLER, en sa qualité de prescripteur aux fins de signer :

- la décision de dépenses et recettes, soit en validant des expressions de besoins, soit en signant les subventions, décisions individuelles et marchés,
- la constatation du service fait,
- le pilotage des crédits de paiement incluant la priorisation des paiements.

Article 5 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires,
- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
- au président du Conseil Général.

Article 6 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de BRIEY, délégation de signature est accordée à M. Olivier BECKER, secrétaire général de la sous-préfecture de l'arrondissement de BRIEY, pour toutes les matières énumérées à l'article 1er :

- paragraphe I sauf alinéas 1 et 2 ;
- paragraphe II,
- paragraphe III sauf alinéas 5 et 6,
- paragraphe V sauf alinéas 1, 4 et 5,
- paragraphes VI, VII, VIII et IX.

Délégation de signature permanente est également accordée à M. Olivier BECKER pour signer tous documents relatifs aux matières énumérées à l'article 5.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Olivier BECKER, secrétaire général de la sous-préfecture de l'arrondissement de BRIEY, délégation de signature est accordée à Mme Annie Lavaux, attachée, chef du bureau des libertés publiques et des affaires locales et à M. Marc CIRELLI, attaché, chef du bureau du pilotage des actions interministérielles, à l'effet de signer les matières déléguées à M. Olivier BECKER, pour les affaires relevant de leur bureau.

Article 7 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de BRIEY, les fonctions de sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY sont exercées par M. Jean-François RAFFY, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ; en cas d'absence ou d'empêchement simultané de Mme BOEHLER et de M. RAFFY, la suppléance de Mme BOEHLER est assurée par M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL.

Article 8 : L'arrêté préfectoral n°12 .BI.03 du 16 janvier 2012 accordant délégation de signature à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de BRIEY, est abrogé.

Article 9 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de BRIEY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de l'arrondissement de BRIEY et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice du service départemental d'archives.

Nancy, le 27 juin 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté N° 12.BI.31 du 27 juin 2012 accordant délégation de signature à Mme Magali DAVERTON, sous-préfète, directrice de cabinet

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;
VU le décret n° 62.1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment son article 85 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du président de la République en date du 29 juillet 2011 nommant Mme Magali DAVERTON, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Délégation est donnée à Mme Magali DAVERTON, sous-préfète, directrice du cabinet, à l'effet de signer tous actes, documents, correspondances et arrêtés individuels ou réglementaires au titre des compétences exercées par le préfet et dans le cadre des attributions du cabinet du préfet, notamment :

- les arrêtés d'hospitalisation complète sans consentement pour soins psychiatriques,
- les réquisitions adressées au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle pour assurer ou prêter main forte aux transfèrements des détenus entre les établissements pénitentiaires et les établissements hospitaliers,
- les arrêtés de réquisition dans le cadre de la permanence des soins,
- les arrêtés concernant les situations issues du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires de Meurthe-et-Moselle,
- les arrêtés concernant la situation administrative des sapeurs-pompiers professionnels de Meurthe-et-Moselle.

BUREAU DU CABINET :

affaires liées :

- aux élections et à l'analyse politique,
- aux médailles et distinctions honorifiques,
- au protocole et au suivi des dossiers du préfet,
- aux interventions des élus et des particuliers,
- aux déplacements officiels.

BUREAU DE LA PRÉVENTION ET DE LA SÉCURITÉ :

affaires liées :

- à la sécurité et à l'ordre public,
- à la prévention de la délinquance et animation de l'ensemble des instances concourant à la mise en œuvre de ces politiques, en lien avec les forces de sécurité intérieure,
- au secrétariat du comité de lutte contre la fraude,
- à la mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (MILDT).

BUREAU DES POLICES ADMINISTRATIVES SPECIALES :

Agents de sécurité :

- toutes correspondances relatives à l'instruction des demandes,
- délivrance des autorisations d'entrée et de refus d'entrée en formation,
- autorisation, suspension et refus d'autorisation de délivrance des cartes professionnelles et de création de sociétés de gardiennage,
- agents de recherches privés,
- toutes correspondances relatives à l'instruction, la délivrance, la suspension et le retrait des décisions des autorisations correspondantes.

Manifestations sportives :

délivrance et refus de délivrance des autorisations et des récépissés de déclaration des manifestations sportives :

1) aériennes et aquatiques sur l'ensemble du département

activités aériennes : autorisation et refus d'autorisation pour l'ensemble du département de lâchers de ballons , déclassement de zone, dérogations aux règles de survol, création de plateformes aériennes, agrément de zone de saut, création d'hélistation temporaire et permanente, autorisation et refus d'utilisation d'hélistation ;

2) terrestres sur les voies ouvertes à la circulation publique :

- à moteur : sur l'ensemble du département,
- pédestre et cycliste : sur l'arrondissement chef-lieu et sur l'ensemble du département lorsque la manifestation dépasse le territoire d'un arrondissement du département,
- boxe : autorisation et refus d'autorisation de gala de boxe pour l'arrondissement chef lieu,
- homologation de circuits sportifs à moteur : autorisation et retrait d'homologation.

Armes :

- autorisations de détention d'armes et délivrance de récépissés de déclaration de détention d'armes,
- toutes correspondances et décisions relatives aux armes,
- décision de dessaisissement d'armes,
- autorisation de commerce d'armes pour les armuriers,
- autorisation d'activité de ball-trap,
- délivrance et refus de délivrance de carte européenne d'armes à feu, et toutes décisions relatives à ladite carte,
- délivrance de duplicatas de permis de chasser pour l'arrondissement chef-lieu,
- agréments, refus d'agrément de gardes-particuliers de pêche et de chasse pour l'arrondissement chef-lieu et toutes décisions relatives à ces agréments,
- agréments, refus d'agrément de tous autres gardes particuliers pour l'ensemble du département, et toutes décisions relatives à ces agréments.

Vidéo-protection :

toutes correspondances et toutes décisions d'autorisation et de refus d'autorisation relatives à l'instruction des demandes d'installation de caméras de vidéo-protection.

Débits de boissons :

- décisions de sanctions administratives concernant :

- les débits de boissons,
 - les établissements fixes ou mobiles de vente de boissons alcoolisées à emporter, ou d'aliments assemblés et préparés sur place, destinés à une remise immédiate au consommateur,
 - toutes correspondances relatives à ces procédures ;
- autorisations d'ouverture tardive,
- autorisations de transfert de licence.

SERVICE INTERMINISTÉRIEL DE DÉFENSE ET DE PROTECTION CIVILE :

- affaires liées à la sécurité civile, la protection des populations, le secours aux personnes, les catastrophes naturelles, la défense civile et les gestion des crises, les explosifs, la présidence des commissions de sécurité et d'accessibilité aux personnes handicapées.

Article 2 : Pour tout ce qui concerne les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement du cabinet et de la résidence du directeur de cabinet, délégation de signature est donnée à Mme Magali DAVERTON, en sa qualité de prescripteur aux fins de signer :

- la décision de dépenses et recettes, soit en validant des expressions de besoins, soit en signant les subventions, décisions individuelles et marchés,
- la constatation du service fait,
- le pilotage des crédits de paiement incluant la priorisation des paiements.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Magali DAVERTON, la délégation définie aux articles 1 et 2 est donnée à M. Jean-Louis BIOU, attaché principal, chef du bureau du cabinet, à l'exception des arrêtés d'hospitalisation complète sans consentement pour soins psychiatriques.

Article 4 : Les actes et documents n'entraînant pas de décision relevant des délégations visées à l'article 1 ainsi que les documents comptables visés à l'article 2 ci-dessus peuvent être signés dans le domaine de responsabilité de leur bureau par les agents désignés ci-après :

BUREAU DU CABINET :

M. Jean-Louis BIOU, attaché principal, chef du bureau du cabinet. En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, délégation de signature est donnée à Mme Sylvie VOUAUX, attachée, adjointe au chef du bureau, à l'exception des documents comptables visés à l'article 2.

BUREAU DE LA PRÉVENTION ET DE LA SÉCURITÉ :

M. Alexandre SCHUL, attaché principal, chef du bureau de la prévention et de la sécurité. En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, délégation de signature est donnée à Mme Martine GILLET, secrétaire administrative, adjointe au chef du bureau.

BUREAU DES POLICES ADMINISTRATIVES SPECIALES :

Mme Anne-Lise FUCHS, attachée principal, chef du bureau des polices administratives spéciales. En cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, délégation de signature est donnée à Mme Valérie SCHOLL, secrétaire administrative de classe exceptionnelle et à M. Angelo CURTO, secrétaire administratif de classe normale.

SERVICE INTERMINISTÉRIEL DE DÉFENSE ET DE PROTECTION CIVILE :

M. Pascal SEYLLER, attaché principal, chef du service interministériel de défense et de protection civile.

En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, délégation de signature est donnée à Mme Corinne PEREZ, attachée principale, adjointe au chef de bureau.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Pascal SEYLLER et de Mme Corinne PEREZ, délégation est donnée à M Francis BOSC-CABROL, secrétaire administratif de classe supérieure et à Mme Christiane Balle, secrétaire administrative de classe normale.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. SEYLLER, chef du service interministériel de défense et de protection civile et membre titulaire avec voix délibérative de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, délégation est donnée comme membre suppléant avec voix délibérative aux fonctionnaires suivants du service interministériel de défense et de protection civile :

- Mme Corinne PEREZ, attachée principale,
- M. Francis BOSC-CABROL, secrétaire administratif de classe supérieure,
- Mme Christiane BALLE, secrétaire administrative de classe normale,
- M. Fabien LAFONT secrétaire administratif de classe normale.

Article 5 : Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral, à Mme Magali DAVERTON, sous-préfète, directrice du cabinet, sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés d'hospitalisation complète sans consentement pour soins psychiatriques (articles L. 3213-1 à L. 3213-10 du Code de la Santé Publique),
- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire,
- la signature des arrêtés d'immobilisation et/ou de mise en fourrière des véhicules au titre de l'article L.325-1-2 du code de la route,
- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence,
- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001),
- toutes décisions en matière de mesure d'éloignement en application du livre V du CESEDA (code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile),
- les décisions portant :
 - * refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour
 - * retrait de récépissé de carte de séjour, d'autorisation provisoire de séjour et de carte de séjour.

Article 6 : Demeurent réservés à la signature de M. le préfet :

a) les ordres de réquisition de la force publique et de l'autorité militaire hormis les réquisitions adressées au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle pour assurer ou prêter main forte aux transfèrements des détenus entre les établissements pénitentiaires et les établissements hospitaliers.

b) les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
 - aux ministres,
 - aux parlementaires,
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- au préfet de région et au président du conseil régional,
 - au président du conseil général,
 - au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Article 7 : L'arrêté préfectoral n°11.BI.107 du 29 août 2011 accordant délégation de signature à Mme Magali DAVERTON, directrice du cabinet, et les arrêtés modificatifs n°11.BI.110 du 12 septembre 2011, n°11.BI.114 du 31 octobre 2011 et n°11.BI.118 du 28 novembre 2011, sont abrogés.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture et Mme Magali DAVERTON, directrice du cabinet, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie en sera adressée au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 27 juin 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté N° 12.BI.32 du 27 juin 2012 accordant délégation de signature à M. Luc VILAIN, sous-préfet, chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;
VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU le décret du président de la République en date du 6 juillet 2011 nommant M. Luc VILAIN en qualité de sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du président de la République en date du 4 janvier 2012 nommant M. Jean-François RAFFY secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est accordée à M. Luc VILAIN, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer les actes et décisions afférents au développement économique, aux relations économiques avec les entreprises, au suivi de la situation de l'emploi, ainsi qu'aux mesures de soutien à l'activité économique et à l'emploi.

Article 2 : Délégation de signature est accordée à M. Luc VILAIN, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer, pour l'ensemble du département, toutes correspondances et décisions en matière d'aménagement du territoire, d'animation de l'espace rural, de présence des services publics en milieu rural et à l'instruction des dossiers consécutifs à ces missions.

Article 3 : Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés à M. Luc VILAIN, sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés d'hospitalisation complète sans consentement pour soins psychiatriques (articles L. 3213-1 à L.3213-10 du code de la santé publique) ;
- les réquisitions adressées au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle pour assurer ou prêter main forte aux transfèrements des détenus entre les établissements pénitentiaires et les établissements hospitaliers ;
- les arrêtés de suspension administrative des permis de conduire ;
- la signature des arrêtés d'immobilisation et/ou de mise en fourrière des véhicules au titre de l'article L.325-1-2 du code de la route ;
- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence,
- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001),
- toutes décisions en matière de mesure d'éloignement en application du livre V du CESEDA (code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile),
- les décisions portant :
 - * refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour
 - * retrait de récépissé de carte de séjour, d'autorisation provisoire de séjour et de carte de séjour.

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Luc VILAIN, la délégation qui lui est consentie est exercée par M. Jean-François RAFFY, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Pour tout ce qui concerne les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de la résidence du sous-préfet chargé de mission, délégation de signature est donnée à M. Luc VILAIN en sa qualité de prescripteur aux fins de signer :

- la décision de dépenses, soit en validant des expressions de besoins, soit en signant les factures,
- la constatation du service fait.

Article 6 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature du préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
 - aux ministres,
 - aux parlementaires,
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
 - au président du Conseil Général,
 - au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Article 7 : L'arrêté n°11.BI.73 du 22 août 2011 accordant délégation de signature à M. Luc VILAIN, sous-préfet, chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle, et l'arrêté modificatif n°12.BI.02 du 16 janvier 2012 sont abrogés.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture et M. Luc VILAIN, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 27 juin 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté modificatif N° 12.BI.34 du 27 juin 2012 accordant délégation de signature en matière de contrôle de légalité des actes hors action éducatrice des collèges à M. Jean-Jacques POLLET, recteur de l'académie de Nancy-Metz

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'éducation, notamment son article R421-54 ;
VU le code général des collectivités territoriales ;
VU le code des marchés publics ;
VU l'ordonnance n°2004-631 du 1er juillet 2004 relative à la simplification du régime en vigueur d'entrée, de transmission et de contrôle des actes des établissements publics locaux d'enseignement ;
VU le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;
VU le décret n°92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret n°2004-885 du 27 août 2004 modifiant le décret n°85-2004 du 30 août 1985 modifié relatif aux établissements publics locaux d'enseignement et le code des juridictions financières (partie réglementaire) ;
VU le décret du 9 avril 2009 nommant M. Jean-Jacques POLLET, recteur de l'académie de Nancy-Metz ;

VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté ministériel du 28 avril 2009, nommant et détachant M. Patrick PRIEUR, conseiller d'administration scolaire et universitaire hors classe, dans l'emploi d'administrateur de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, adjoint au secrétaire général de l'académie de Nancy-Metz ;
VU le certificat administratif du 13 juin 2012 nommant M. Eugène KRANTZ, conseiller d'administration scolaire et universitaire, secrétaire général de l'académie de Nancy-Metz ;
VU l'arrêté préfectoral n°12.BI.30 du 7 juin 2012 accordant délégation de signature en matière de contrôle de légalité des actes hors action éducatrice des collèges à M. Jean-Jacques POLLET, recteur de l'académie de Nancy-Metz ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les articles 3, 4 et 5 de l'arrêté préfectoral n°12.BI.30 du 7 juin 2012 susvisé sont modifiés ainsi qu'il suit :

- Remplacer Mme Michèle JOLIAT, secrétaire générale de l'académie de Nancy-Metz, par M. Eugène KRANTZ, secrétaire général de l'académie de Nancy-Metz.

Le reste sans changement.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et le recteur de l'académie de Nancy-Metz sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 27 juin 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté N° 12.BI.35 du 27 juin 2012 accordant délégation de signature à M. Jean-François RAFFY, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU le décret du président de la République en date du 6 juillet 2011 nommant M. Luc VILAIN en qualité de sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du président de la République en date du 29 juillet 2011 nommant Mme Magali DAVERTON, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du président de la République en date du 4 janvier 2012 nommant M. Jean-François RAFFY secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
SUR proposition du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Délégation est donnée à M. Jean-François RAFFY, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer tous les arrêtés, décisions, circulaires, rapports, documents et correspondances relevant des attributions de l'État dans le département de Meurthe-et-Moselle, à l'exception des arrêtés de conflit.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-François RAFFY, la délégation définie à l'article 1 de l'arrêté susvisé est dévolue dans les mêmes conditions à M. Luc VILAIN, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-François RAFFY, secrétaire général, et de M. Luc VILAIN, sous-préfet, chargé de mission auprès du préfet, délégation est donnée à Mme Magali DAVERTON à l'effet de signer :

- toutes décisions en matière de mesure d'éloignement en application du livre V du CESEDA (code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile),

- les décisions portant :

* refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour,

* retrait de récépissé de carte de séjour, d'autorisation provisoire de séjour et de carte de séjour.

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement du préfet de Meurthe-et-Moselle, M. Jean-François RAFFY, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle assure la suppléance du préfet conformément aux dispositions de l'article 45 du décret du 29 avril 2004 susvisé.

Article 5 : L'arrêté préfectoral n° 12.BI.01 du 16 janvier 2012 accordant délégation de signature à M. Jean-François RAFFY, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, est abrogé.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours à la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée aux sous-préfets de Briey, Lunéville et Toul, à la directrice de cabinet, au sous-préfet chargé de mission, au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice du service départemental d'archives.

Nancy, le 27 juin 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

